ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Enfance & familles • Logement / personnes à la rue • Emploi & insertion • Prisons • Migrants / gens du voyage Urgences France • Urgences internationales • Plaidoyer international

Le 7 juillet 2023

Pauvreté, Écologie : le Secours Catholique évaluera le gouvernement à la cohérence de ses politiques

Après plusieurs mois de travaux et concertation, le gouvernement devait annoncer ces 4 et 5 juillet les mesures du Pacte des Solidarités et du Conseil de la Planification écologique. Le Secours Catholique regrette le report de ces annonces (au 19 juillet pour les premières et 17 juillet pour les secondes), **car il attend de ces deux processus intimement liés qu'ils soient l'occasion de donner une véritable cohérence à l'ensemble des politiques publiques autour d'une ambition élevée en matière de lutte contre la pauvreté et les inégalités, d'amélioration des conditions de vie des ménages modestes et de planification écologique permettant une transition écologique à la fois rapide, juste et efficace.**

Pour les personnes vulnérables, les 15% d'inflation sur les produits de base sur deux ans sont plus qu'un chiffre. Les personnes accueillies par le Secours Catholique étaient déjà obligées de faire des choix impossibles avant cette crise, elles vivent désormais des privations et une angoisse quotidienne, pour leurs enfants ou leur capacité à se maintenir dans leur logement. Dans le même temps, les scientifiques rappellent avec force qu'il faut dès maintenant intégrer les enjeux de transition écologique dans toutes nos décisions et que face aux impacts du dérèglement climatique, tout le monde ne dispose pas des mêmes moyens pour s'adapter et anticiper.

La planification écologique : l'heure de vérité

Les travaux conduits par le Secrétariat Général à la Planification Écologique permettent de quantifier les efforts nécessaires pour atteindre l'objectif de - 50,4 % de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 1990 et de définir précisément des cibles de réduction par sous segment. **Cette démarche est à saluer**, car c'est la première fois que les enjeux par secteur et les marches à franchir sont objectivés dans une approche globale. **Pour le Secours Catholique, il faut maintenant traduire ces objectifs en politiques structurelles, en veillant à ce que le principe de justice sociale traverse l'ensemble des préconisations** tout en respectant les capacités et la part juste d'action de chacun.

En matière de **rénovation du bâtiment**, priorité doit être donnée à l'objectif d'une rénovation globale et performante pour les 12 millions de personnes qui vivent en précarité énergétique, à commencer par les ménages les plus modestes. De ce point de vue, **le Secours Catholique salue les annonces déjà faites**, le 12 juin, **autour du reste à charge** (jusqu'à 90% des travaux pris en charge pour les propriétaires précaires de passoires thermiques, dans la limite de 70 000€) **et du financement d'un accompagnement renforcé des ménages les plus fragiles, dans le cadre de** Mon Accompagnateur Rénov', dont le Secours Catholique et son partenaire Réseau éco-habitat ont montré la nécessité, pour permettre à tous d'entrer dans un parcours de rénovation. **Nous attendons la traduction budgétaire** de ces nécessaires avancées, et nous serons attentifs à ce que le gouvernement donne bien la priorité budgétaire à la rénovation performante et globale plutôt qu'au remplacement des systèmes de chauffage (comme on peut le craindre avec les mesures autour des pompes à chaleur).

Même si la planification écologique pose des objectifs en termes de réductions des émissions de **l'agriculture**, **nous regrettons que l'alimentation soit un angle mort**. Le Secours Cathoilique estime que le fonds prévu dans le cadre du Pacte des Solidarités n'est absolument pas à la hauteur des besoins (60 millions d'euros alors que des millions de ménages sont contraints de recourir à l'aide alimentaire). Il attend du gouvernement qu'il agisse à la fois sur

- la solvabilisation de la demande (revalorisation des minimas sociaux et tarification sociale des cantines)
- une offre durable pour améliorer l'accessibilité de tous à une alimentation de qualité,
- un bon maillage territorial de cette offre,
- des marges moins excessives sur ces produits,
- l'évolution de certaines représentations des citoyens et citoyennes autour de l'alimentation, par des mesures sur la publicité, l'éducation populaire, etc.

Alors que le secteur des **transports** est le premier poste d'émission de gaz à effet de serre en France, de plus en plus de personnes en situation de précarité renoncent à se déplacer face aux prix des carburants et faute d'alternatives à la voiture. **Le Secours Catholique attend de la planification qu'elle vise en même temps l'atteinte des objectifs de décarbonation et l'accès de tous à la mobilité**. En ce sens, la planification doit reposer sur :

- le développement massif des alternatives à la possession d'un véhicule individuel par la programmation pluriannuelle d'investissements sur les transports du quotidien.
- l'accessibilité pour les plus précaires des véhicules plus propres.
- La continuation du soutien public aux ménages les plus modestes par des aides à l'achat, en allant plus loin pour rendre ces aides opérationnelles (via l'avance des aides et le guichet unique)
- la préparation du marché de l'occasion de demain en favorisant les véhicules électriques légers et accessibles financièrement.

Le Pacte des Solidarités : l'oral de rattrapage

Annoncé pour janvier 2023, sans cesse repoussé, **le Pacte des Solidarités,** censé constituer la saison 2 du Plan Pauvreté, **se fait attendre. En attendant, les politiques menées sont souvent dures envers les plus pauvres. La crédibilité de l'action publique contre la pauvreté ne saurait reposer sur ce seul Pacte : elle réside dans la cohérence de l'ensemble des politiques.**

Si la proportion de personnes pauvres en France n'a guère évolué ces dernières années, en revanche l'intensité de la pauvreté s'est accrue : ces personnes ont décroché et vivent avec dureté le choc de l'inflation. Pour beaucoup, manger à sa faim devient un luxe. Le lien est direct avec le quasi gel des minimas sociaux depuis dix ans. **Sans une revalorisation très significative des minimas sociaux,** de façon à ce que personne dans notre pays vive en deçà de 40% du

revenu médian, et leur arrimage à l'inflation qui grignote le pouvoir de vivre des plus pauvres, **le gouvernement se payerait de mots en lançant un "Pacte des solidarités".**

Le Secours Catholique accueille favorablement les axes du nouveau Plan quinquennal Logement d'abord dévoilé par le ministère du Logement à la fin du mois de juin. Néanmoins, ni les moyens qui lui sont consacrés (+160 millions d'euros d'ici à la fin du quinquennat), ni les orientations gouvernementales en matière d'hébergement et de logement ne lui permettront d'obtenir des résultats significatifs et durables en matière de réduction du sans-abrisme. Ainsi, sans rallonge budgétaire dans les semaines à venir, 6 000 places d'hébergement sont menacées de fermeture, tandis que les associations sont étranglées par l'inflation. Faute d'objectifs chiffrés et de moyens de production de logements très sociaux, cette fragilisation de l'hébergement ne sera pas compensée par l'accès au logement. Enfin, alors que les expulsions locatives et de lieux de vie informels culminent après l'accalmie de la crise sanitaire, elles vont s'accélérer encore après l'adoption récente de la loi Kasbarian-Bergé dite "anti-squats".

Il est positif de lancer une concertation pour mieux lutter contre la stigmatisation des personnes en situation de pauvreté, mais que fait-on d'autre quand on les dépeint comme des fraudeurs en puissance, contre lesquels il faut accroître les contrôles (alors que les chiffres disent combien le phénomène est marginal), ou comme des fainéants qu'il faudrait contraindre à effectuer 15 à 20h d'activités en contrepartie du RSA ?

Il est positif de vouloir éviter les basculements dans la pauvreté, mais si on durcit les conditions d'accès à un titre de séjour ou à un statut stable, ou qu'on accroît la menace d'expulsion sur des personnes souvent déjà insérées et désireuses de contribuer à notre société, que fait-on d'autre que de précariser et fragiliser encore un peu plus des personnes déjà en situation de vulnérabilité ?

Notre pays a les moyens de permettre aux personnes les plus pauvres de sortir de la misère, ce serait une belle ambition et un objectif rassembleur pour notre société profondément divisée. L'Etat a un rôle primordial à jouer : il a les capacités de répondre de façon articulée à l'urgence sociale et écologique grâce à des mesures ambitieuses, justes et cohérentes.

Contact Presse:
Christelle BRESIN
06 71 00 69 73
Christelle.bresin@secours-catholique.org

Le Secours Catholique – Caritas France
En France, grâce à 3500 équipes locales (France métropolitaine et outre-mer) et un réseau 58 900 bénévoles et de 890 salariés, l'an dernier 938 600 personnes ont été accueillies et soutenues dans 2400 lieux d'accueil.
À l'international, en 2021,426 opérations ont été menées dans 52 pays, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (162 Caritas) et 2, 4 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale.
Membres du Réseau Caritas France : Cités Caritas, Secours Catholique-Caritas France, Fondation Caritas France, Fondation Jean Rodhain, Foncière Caritas Habitat, Foncière Chênelet, Fédération de Charité Caritas Alsace, Fédération Solidarauto, Réseau Eco-Habitat, Comité Chrétien de Solidarité aux Chômeurs, Union Diaconale du Var.